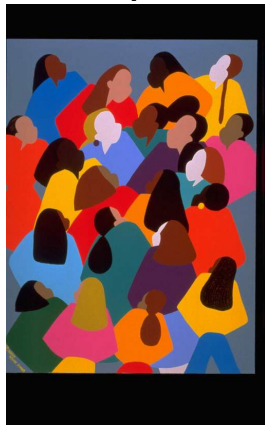


Une nouvelle place pour les citoyens dans la gestion des affaires communes – groupe de réflexion sur l'empowerment à Lyon

La société se transforme sous nos yeux. L'exemple des révolutions du monde arabe le montre de manière spectaculaire, mais **dans nos sociétés aussi se manifeste un appel, encore timide, pour une participation plus forte des**



citoyens à la vie publique.

Dans le même temps, les acteurs publics, comme beaucoup d'entreprises, en restent trop à un exercice du pouvoir isolé, imperméable aux attentes de « prise en compte » qu'expriment de plus en plus fortement les personnes soumises à leur autorité.

Pourquoi, alors que le terreau des initiatives citoyennes de tous ordres est si riche, la vie politique reste-t-elle à ce point « étanche » à ces nouvelles façons de faire société ? Jardins partagés, habitat groupé, covoiturage, systèmes d'échange locaux, réseaux de santé communautaires...ces initiatives obligent à sortir des catégories public / privé. Ce n'est ni de l'action publique, ni de l'initiative privée. Ce n'est pas nécessairement associatif, au sens institutionnel pris par le terme. C'est du « commun ». Presque au double sens de « partagé à plusieurs » et d'« ordinaire ». On est en effet sur des questions de vie quotidienne, souvent considérées comme infrapolitiques alors que, selon nous, elles sont les briques de base du vivre ensemble.

On a même parfois l'impression d'un certain agacement face à ces initiatives : risque de privatisation de l'action publique, instabilité des services offerts, tout semble prétexte à minorer leur portée. Les politiques, dans la plupart des cas, ne savent pas se positionner et hésitent entre indifférence (« c'est un truc de bobos, ça restera forcément marginal, nous, nous devons nous occuper des gens qui n'ont ni le temps ni les ressources pour ces initiatives... sympathiques ») et institutionnalisation (« c'est super, mais il faut structurer tout ça ; on va lancer un appel à projet dans le cadre du volet relations aux habitants du PDU[1] [du PLSE[2] ou du PECT[3] selon le sujet] »).

Nous postulons donc que les citoyens sont plus au fait des réalités que les pouvoirs de toutes sortes, qu'à travers de nombreuses expériences les individus montrent aujourd'hui qu'ils ont beaucoup de capacité à piloter leur vie dans des interactions positives entre eux et avec les institutions. La rationalité n'est pas l'apanage de ceux qui décident.

Pour construire des politiques AVEC les citoyens et nous POUR eux, il manque à la fois un cadre théorique pour donner de la valeur et de la cohérence à ces nouvelles pratiques démocratiques. Il manque aussi l'analyse des expériences menées en France et surtout hors de France pour voir ce qui permet leur éclosion et ce qui freine leur développement et leur essaimage.

Les anglo-saxons ont un terme pour parler de ces dynamiques sociétales : ils parlent d'empowerment. Le mot même d'empowerment ne trouve pas de traduction satisfaisante en français, oscillant entre pouvoir d'agir et capacitation. On peut aussi parler de **citoyenneté entreprenante**. L'idée est que les citoyens peuvent prendre en charge les questions qui les concernent en dialogue avec les pouvoirs, économiques et politiques.

Nous nous proposons donc **d'étudier la possible transposition de l'empowerment des citoyens dans la culture politique française**. Il s'agit de déterminer si cette voie peut permettre de renouveler la promesse démocratique en privilégiant la co-construction du bien commun à l'édiction de l'intérêt général par le seul pouvoir politique.

Concrètement, Philippe Bernoux et Hervé Chaygneaud-Dupuy, qui lancent le projet, proposent la création d'un groupe de réflexion, à raison d'une réunion par mois pour l'année 2011-2012, de septembre à juin. Le projet est soutenu par l'association « Ici on peut » et par le Club Convaincre du Rhône.

Contact : icionpeut@gmail.com

[1] PDU : plan de déplacements urbains ; [2] PLSE : plan local santé environnement ; [3] PCET : plan climat énergie territorial